République Française - 1ère circonscription de l'Ardèche
Elections législatives du 21 mars 1993

Alliance des Français pour le progrès 



Candidat titulaire
Robert CHAPUIS

Ancien Ministre
Maire du Teil

Candidat suppléant
Claude LAREAL

Député sortant
Maire de la Voulte

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs

Le 21 mars, vous devrez juger les candidats sur :

- les actions menées, les services rendus
- la vérité de ce qu'ils disent, le sérieux de leurs engagements
- leur capacité à faire entendre la voix de l'Ardèche à un niveau national

Je suis allé avec Claude LAREAL dans toutes les communes. Nous avons rappelé ce que nous avons fait, ce que nous faisons pour le développement de l'Ardèche et pour y créer davantage de solidarité :

- grâce à l'action intercommunale dans la Vallée du Rhône et la Vallée de l'Eyrieux
- pour l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté (Mission Locale)
- pour la défense des retraités et le soutien aux personnes âgées
- pour le logement social et celui des plus démunis
- pour une meilleure formation, de l'école au lycée
- pour la défense de la viticulture et de l'agriculture de montagne
- pour le maintien des entreprises et des services publics, pour l'amélioration des voies de communication.

Derrière les mots, il y a des actions précises. On peut les juger insuffisantes, car les difficultés sont grandes. Mais nous n'avons jamais baissé les bras. **Nous ne nous sommes pas contentés de nous lamenter devant les risques de désertification.** Nous avons lutté contre eux, nous les avons fait reculer, avec l'appui de toutes les bonnes volontés.

Trois questions reviennent sans cesse à l'échelon national et local : l'emploi, la protection sociale, l'éducation. Il faut juger les candidats sur leur capacité à y répondre.

Entre 1988 et 91, j'ai eu la fierté d'appartenir au gouvernement de Michel Rocard dont l'action a été positive, je crois,

- **pour l'emploi** : entre 89 et 91, 550 000 emplois ont été créés. Le chômage a été alors stabilisé
- **pour la justice sociale** : avec le Revenu Minimum d'Insertion, le Crédit-Formation, la

défense des retraites et de la Sécurité Sociale (on a retrouvé les remboursements à 100 % supprimés par Monsieur Seguin !), la Loi Besson pour le logement des plus démunis, la pré-retraite pour les agriculteurs qui le souhaitent, la CSG qui permet de lier les charges sociales au revenu et plus seulement au travail.

• **pour l'éducation** : le budget de l'Education Nationale est devenu le premier de l'Etat. Des milliers de postes ont été créés. Rénovation et revalorisation ont été engagées en particulier dans l'enseignement professionnel et technique, dont j'avais la responsabilité.

La droite fera-t-elle mieux ? Depuis 2 ans, la situation internationale s'est dégradée. L'économie des pays développés tourne mal. Les concurrences s'accentuent : ainsi les Etats-Unis tentent d'imposer leur volonté à travers le GATT. La France a résisté.

Mais l'emploi s'est encore dégradé. Que faire ?

On a longtemps lié l'emploi à la croissance et à la nécessaire modernisation de l'industrie. Or, avec les techniques modernes celle-ci ne crée plus d'emplois et même elle en élimine beaucoup.

Alors il faudra, certes, développer les entreprises, mais aussi :

• mieux partager le travail : réduction du temps de travail, négociation dans les entreprises et au niveau européen

• diversifier les formes de travail : temps partiel, temps choisi, alternance emploi/formation

• créer de nouvelles activités : consolidation des CES, activités pour les services aux personnes, l'environnement, le tourisme, la culture, le sport...

• mobiliser les moyens des collectivités en même temps que de l'Etat, mieux utiliser les aides européennes.

La réduction du chômage demandera beaucoup de temps et d'énergie. On ne peut compter pour cela sur ceux qui licencient, sur ceux qui baissent les bras ou tournent le dos !

Nous regrettons que le Conseil Général et le Conseil Régional n'aient pas mobilisé davantage de moyens budgétaires pour lutter contre le chômage. Que feraient demain ces mêmes conseillers si vous leur accordiez votre voix ?

C'est aux forces de progrès qu'il faut faire confiance.

Déjà, pour l'Ardèche, au gouvernement et à l'Assemblée Nationale, nous avons travaillé en faveur de l'emploi :

• en obtenant des moyens financiers : dotation de Solidarité Rurale, Aide à l'Implantation Industrielle en zone rurale, Fonds de Redéveloppement Industriel pour les PME, etc...

• en développant la formation : plus de bacc pro et de BTS. Le lycée polyvalent du Teil est aussi un bon exemple

• en agissant de concert avec les organisations syndicales et les collectivités pour le soutien de l'agriculture (aides à la commercialisation, création de labels, passages en AOC, meilleur zonage pour les oléagineux, le blé dur, l'élevage...) et pour de nouvelles activités : contrats touristiques, restauration de filières (laine, chataîgne...), entretien des rivières...

L'Ardèche veut vivre. L'Ardèche peut vivre.

Il ne sert à rien de décrire des catastrophes pour s'excuser par avance de ne rien faire. L'Ardèche a besoin d'un député qui l'aide à se battre, qui puisse faire le lien entre ce que vivent les gens sur le terrain et les décisions qui se prennent à l'échelon national.

C'est pourquoi, avec Claude Laréal, je vous demande de nous renouveler votre confiance.

VOTEZ Robert CHAPUIS